

Des Œillets à la menace de guerre civile

Violence politique dans la révolution

(1974-1975)*

Le coup d'État des capitaines du 25 avril 1974 s'est déroulé sans verser de sang. Les images de joie dans les rues de Lisbonne, la foule agrippée aux chars de combat et les œillets qui ornaient les fusils des soldats occupèrent les premières pages de la presse internationale, montrant le caractère festif de ce jour-là. Le MFA (Mouvement des forces armées) effectua ses opérations sans rencontrer de franche résistance de la part d'unités militaires ou policières et, même si l'on tira sur le *Quartel do Carmo* où s'était réfugié Marcelo Caetano, c'était pour avertir que les troupes étaient décidées à agir énergiquement si le président du Conseil démis refusait de se rendre. Les seuls morts de ce jour furent causées par des agents de la DGS (Direction générale de la sécurité) qui résistaient au siège de la rue António Maria Cardoso et qui tirèrent sur une foule de civils qui se disposaient à prendre d'assaut le bâtiment. En outre, malgré la dérive révolutionnaire que prit le processus de transition au cours des deux années suivantes, le nombre de tués, en raison de la violence fut très réduit et significativement inférieur à celui causé, par exemple, par la transition espagnole¹. Cependant, cela ne doit pas mener à sous-estimer la violence politique qui eut cours durant les deux ans de ce qui reste connu comme le PREC (Processus révolutionnaire en cours). Des actes de destruction matérielle et la menace physique furent utilisés de façon répétée par différents groupes politiques et eurent un impact notoire sur le processus politique général. En outre, la polarisation politique de l'année 1975, favorisa l'apparition du scénario d'une guerre civile imminente, ce qui a fortement influencé les choix des acteurs de la lutte pour le pouvoir.

* La recherche dont est issue cette contribution n'aurait pas été possible sans les subsides accordés par le service international de la Fondation Calouste Gulbenkian (Lisbonne), l'accueil de l'institut des Sciences sociales de l'Université de Lisbonne et les généreux conseils du professeur Manuel Villaverde Cabral.

1. Le nombre exact de morts est très difficile à établir. Selon la tendance politique des sources, les mêmes événements donnent des résultats différents. Il ne nous a pas été possible de procéder à un rigoureux examen critique de chaque cas et à une identification nominale des victimes.

La violence politique est un phénomène aux formes multiples². Nous ne parlerons pas dans cet article des actes qui portaient simplement atteinte à la propriété ou à la légalité (souvent le fait des mouvements sociaux revendicatifs qui proliférèrent en 1974), ou des tumultueux procès publics d'épuration des collaborateurs de la dictature, mais de ceux qui attaquaient directement les biens ou les membres d'organisations politiques rivales, ou qui cherchaient à atteindre leur but par la menace de le faire. En raison de leur caractère spécifique et dans l'espace limité d'un article, nous n'analyserons pas non plus les tentatives successives de coups d'État.

Tab. I. – CHRONOLOGIE SUCCINCTE DU PROCESSUS POLITIQUE

<i>Date</i>	<i>Événements</i>	<i>Conséquences</i>
25 avril 1974	Coup d'État des capitaines (MFA)	Mobilisation populaire. Remplacement des autorités. I ^{er} gouvernement provisoire (GP). Spínola président
15 juin 1974	Le I ^{er} GP échoue dans son essai de renforcer le pouvoir de Spínola	Spínola accepte de négocier l'indépendance des colonies. II ^e GP
28 septembre 1974	Spínola est écarté du pouvoir	Le MFA devient un protagoniste politique. Radicalisation progressive. III ^e GP
11 mars 1975	Coup d'État manqué des spinolistes	Le MFA radical renforce ses positions. Nationalisations. Les partis acceptent la tutelle du MFA sur la constitution. Mobilisations populaires. IV ^e GP
25 Avril 1975	Élections pour l'Assemblée constituante. Le PS et le PPD les remportent	Les radicaux du MFA mésestiment les résultats
8 juillet 1975	Le MFA approuve un projet politique radical	PS et PPD entrent dans l'opposition. Division du MFA. Mobilisation anticommuniste dans tout le Nord du Portugal. V ^e GP
5 septembre 1975	Les modérés du MFA s'adjugent l'Assemblée de Tancos	PS et PPD reviennent au gouvernement (VI ^e GP). Essai de renforcer les pouvoirs. Contestation de l'extrême gauche, PCP et syndicats : politisation des mouvements sociaux.
25 novembre 1975	Processus de coup d'État	Les militaires radicaux sont démobilisés. Le VI ^e GP parvient à gouverner. Fin des Mobilisations
2 avril 1976	L'Assemblée constituante approuve la Constitution	Début de la période démocratique
25 avril 1976	Élections législatives	Majorité PS-PPD. I ^{er} Gouvernement constitutionnel

Même sous cet angle restreint, les actes à composante politique violente pris en considération dans cette contribution, eurent des formes très variées dans le Portugal révolutionnaire. En une énumération qui ne peut être exhaustive, on notera des affrontements personnels entre des sympathisants de différents partis, des contre-manifestations, des bastonnades, des

2. Pour un recensement des débats analytiques sur un éclaircissement, non concluant, de la notion de violence, voir J. ARÓSTEGUI (ed.), *Violencia y política en España*, Madrid, Marcial Pons, 1994.

détentions illégales, des foules prenant d'assaut des sièges d'organisations, des incendies et des pillages nocturnes, des constructions de barricades, des destructions de véhicules, des coups de feu, des exils expéditifs et des attentats à la bombe. En outre, comme on le constate dans le tableau I, le processus politique traversa des phases distinctes, séparées par des tentatives de coup d'État, des crises au sein du MFA et, surtout, par les élections de 1975. Chacune de ces phases produisit ses propres paramètres dans le jeu politique et, par là même, des manifestations distinctes de la violence.

La thèse de cet article est que la violence politique, son emploi effectif et la menace de son emploi, jouèrent un rôle important dans l'évolution politique. La violence s'enracina dans les processus populaires plus généraux et, même si elle fut le fait de groupes très restreints parmi les secteurs en lutte, sans cette composante violente, les mobilisations auraient eu un impact moindre. Au cours des premières phases, la violence, utilisée surtout par l'extrême-gauche, permit d'intimider les adversaires et créa un climat de conflit et de radicalisation. Ensuite, au cours de l'été 1975, elle fut le fait du mouvement « anticommuniste » qui protestait contre l'aile radicale du MFA – le *gonçalvisme*, dirigé par le Premier ministre, le colonel Vasco Gonçalves – et ses alliés du Parti communiste. Son impact fut fondamental et obligea le gouvernement provisoire et le MFA à, ou bien construire un appareil répressif pour freiner cette violence, ou bien céder le pouvoir aux partis qui avaient gagné les élections et qui appuyaient les mobilisations.

Les premiers mois

Avant le 25 Avril, plusieurs organisations avaient eu recours à l'action armée contre la dictature, les Brigades révolutionnaires (BR), l'Action révolutionnaire armée (ARA) et la Ligue d'union et d'action révolutionnaire (LUAR), lesquelles en outre collaboraient avec les organisations guérilleras qui combattaient contre la colonisation portugaise en Afrique³. Leurs principales actions consistèrent en le sabotage de matériel militaire, parfois de grande valeur, comme des avions de combat ou des bateaux pour le transport de troupes, le vol de documents sur les opérations militaires, l'attaque de banques pour financer l'organisation et l'essai d'augmenter l'impact de la propagande politique clandestine en la diffusant à coups d'explosifs. La LUAR essaya même d'organiser un noyau guérillero dans la Serra de Estrela, qui fut facilement démantelé avant de pouvoir être opérationnel. Après la Révolution des Œillets, les organisations politiques auxquelles ils étaient liés purent agir dans la légalité⁴. En conséquence, même s'ils ne déposèrent pas les armes et ne démantelèrent pas leurs structures d'organisation clandestine, ils suspendirent leurs actions de sabotage. D'autre part, la *Legião portuguesa*, une milice de la dictature qui était intervenue dans quelques épisodes violents, comme l'assaut du siège de

-
3. Cf. J. SÁNCHEZ CERVELLÓ, *A Revolução portuguesa e a sua influência na transição espanhola*, Lisbonne, Assírio e Alvim, 1993. Sur les actions de l'ARA, voir R. NARCISO, *Acção Revolucionária Armada. A história secreta do braço armado do PCP*, Lisbonne, Dom Quixote, 2000. Sur les Brigades révolutionnaires voir le *Dossier BR*, s.l., Ed. Revolução, [1975 ?].
 4. Les Brigades révolutionnaires avaient un lien organique avec le PRP, l'ARA avec le PCP, la LUAR entra dans la légalité en conservant son nom.
-

l'Association portugaise des écrivains en 1961, ou le boycott d'actes civiques ou culturels de la part de l'opposition, fut dissoute par décret.

Après le 25 Avril, la violence politique de la part des anciens opposants à la dictature n'a pas revêtu la forme organisée et clandestine des années antérieures, mais s'est développée publiquement dans un extraordinaire contexte populaire de mobilisations et de contre-mobilisations dont il est difficile de l'extraire. En de nombreuses occasions, elle s'offrait aux groupes politisés comme un recours de plus. Après l'accueil enthousiaste fait au MFA par des milliers de citoyens qui envahirent la rue ce même 25 Avril, et l'énorme participation dans les manifestations du 1^{er} Mai 1974 un peu partout au Portugal, la mobilisation initiée par les capitaines s'étendit rapidement à différents secteurs sociaux. Dans chacun d'eux, pour des motifs et des intérêts hétérogènes, des groupes sociaux et des individus furent incités à rejoindre la mobilisation, dotant ainsi le processus politique d'une nouvelle trajectoire historique. D'une part, l'opposition démocratique à la dictature montra une activité fébrile, créant des comités à tous les niveaux et mobilisant la population de quartiers, villages et villes, afin d'organiser et soumettre au référendum d'assemblées ouvertes la substitution provisoire des autorités de la dictature. Elle prit en outre la tête d'actions de violence politique comme l'assaut collectif aux sièges de la police politique (DGS), de la *Legião portuguesa* et du parti unique. Les partis politiques, d'autre part, commençaient à sortir de la clandestinité et il s'en créait d'autres, avec des dizaines de nouveaux sigles et une omniprésence, en zone urbaine, des symboles et des drapeaux du Parti communiste (PCP) et des différents partis de l'extrême-gauche. En même temps, les militants syndicaux, eux aussi sortis de la clandestinité, prenaient en main les syndicats corporatistes dans tous les centres industriels importants, bien que ne parvenant pas à contrôler un mouvement très ample dans lequel, dans des centaines d'entreprises, on élisait des commissions de travailleurs pour exiger des améliorations des conditions de travail⁵. Les grèves – qui allaient *crescendo* depuis octobre 1973 –, se multipliaient de manière vertigineuse, sans faire cas des consignes de modération des syndicats renaissants ou du PCP lui-même, lesquels craignaient que les désordres dans le monde du travail ne provoquent le réalignement politique des forces conservatrices en faveur d'un mouvement réactionnaire. D'autre part, dans les bidonvilles et les quartiers pauvres, des centaines de familles commençaient à occuper des maisons et les premières formes d'organisation locales voyaient le jour : des commissions de quartier (*comissões de moradores*) qui coordonnaient l'action revendicative en milieu urbain⁶. Le Portugal, traditionnellement associé dans les sciences politiques à une culture politique peu participative⁷, devint, selon les mots du cinéaste Sérgio Trefaut, un « autre pays »⁸.

-
5. J.-L. HAMMOND, *Building Popular Power, Workers and Neighborhood Commissions in The Portuguese Revolution*. New York, Monthly Review Press, 1988 ; J. BARRETO, *A formação das centrais sindicais e o sindicalismo contemporâneo em Portugal (1968-1990)*, mémoire multigr., Lisbonne, Instituto de ciências sociais, 1990.
 6. C. DOWNS, *Revolution at the Grassroots*, New York, NY University Press, 1988 ; M. RODRIGUES, *Pelo direito à cidade. O movimento de moradores na cidade do Porto durante a revolução*, Porto, Campo das Letras, 1999.
 7. M. Braga da CRUZ, *Instituições políticas e processos sociais*, Venda Nova, Bertrand, 1995.
 8. Pour un surprenant décompte des mobilisations dans les diverses couches sociales durant le mois de mai 1974, voir *Abril em Maio* « Maio de 1974 dia a dia », Lisbonne, Teorema. D'autres récits d'intenses expériences de participation collective populaire in P. BRINCA &
-

L'absence de répression de l'État

En outre, toute cette mobilisation se produisait dans un contexte étatique extraordinaire : la police n'existait pratiquement plus. La « police de choc » (escadron mobile de PSP), un corps inspiré des CRS français, fut dissoute, lors de la première vague d'épuration, pour responsabilités politiques et complicité avec la dictature, tandis que la Garde nationale républicaine (GNR) et la Police de sécurité publique (PSP) étaient démoralisées et soumises à un processus de réorganisation. La répression policière était perçue comme un des traits distinctifs du régime déchu et les nouvelles autorités voulaient se défaire de cette représentation. Il était en outre évident que tous les corps policiers de l'*Estado Novo*, politiques et ordinaires, avaient agi en totale coordination. En plus de faire respecter la loi, les polices avaient exprimé publiquement leur conformité idéologique avec les valeurs du régime et avec ses options politiques les plus contestées (guerre coloniale, identification de toute opposition avec le communisme, anticommunisme militant et défense d'une morale traditionnelle). Pour remplacer les policiers dans leurs missions d'ordre public, on créa le COPCON (Commandement opérationnel du continent), un quartier général qui coordonnait les diverses unités militaires. Cette alternative présentait cependant plusieurs problèmes difficiles à résoudre. Utiliser les forces armées pour des missions d'ordre public était politiquement très coûteux, car leurs moyens, des armes de guerre, étaient plus sanglants que les charges matraque au poing de l'ancienne police de choc. Les officiers et les soldats, très influencés par ailleurs par ce processus de fraternisation avec le peuple – qui fut l'image internationale de la Révolution des Œillets –, étaient rarement disposés à faire usage de la fermeté que l'accomplissement des missions d'ordre public aurait exigée, raison pour laquelle leur présence sur les différents lieux de conflits présentait peu d'effets dissuasifs.

Radicaux et spinolistes

Face aux mobilisations, particulièrement actives à Lisbonne et Porto, qui essayaient de radicaliser le processus politique, le général Spínola, premier président de la République après le coup d'État, lança le terme de « Majorité silencieuse » et se proclama le représentant des aspirations d'une hypothétique majorité de Portugais, lesquels, selon lui, bien que peu mobilisés, ne communiaient pas avec les fins et les valeurs affirmées par les groupes d'activistes. La stratégie de Spínola pour renforcer son pouvoir reposa de façon importante sur la mobilisation sociale. En septembre 1974, ses sympathisants préparèrent l'entrée d'une nouvelle phase de cette campagne par l'organisation d'actions de masse. L'un d'eux fut l'organisation de la course de taureaux au bénéfice de la *Liga dos combatentes do Ultramar*, au cours de laquelle les spectateurs acclamèrent le Général et

E. BAIA (eds), *Memórias da Revolução no distrito de Setúbal*, Setúbal, Setúbal na Rede, 2000 et F. Martins RODRIGUES (ed.), *O futuro era agora. O movimento popular de 25 de Abril*, Lisbonne, Dinossauro, 1994. Une analyse des possibilités de cette mobilisation dans D. Palacios CEREZALES, *O poder caiu na rua. Crise de Estado e acções colectivas na revolução portuguesa*, Lisbonne, Imprensa de ciencias sociais, 2003.

sifflèrent le Premier ministre, Vasco Gonçalves, tandis qu'à l'extérieur quelques manifestants s'affrontaient avec une contre-manifestation d'extrême-gauche. L'étape suivante de cette escalade dans la mobilisation plébiscitaire, fut l'annonce par les spinolistes d'une grande manifestation nationale à Lisbonne, appelée, précisément, « Majorité silencieuse ».

En guise de réponse, les opposants à cet essai de renforcer le pouvoir du Président de la République appelèrent aussi à une mobilisation sociale massive et risquée. Au cours de la nuit du 27 au 28 septembre 1974, les bases du PCP (Parti communiste portugais), du MDP (Mouvement démocratique portugais) et du PS (Parti socialiste) unirent leur action à celle des commissions de travailleurs, syndicats et commissions de riverains afin d'organiser des piquets sur les routes et d'empêcher la tenue de la manifestation annoncée. Cet épisode déclencha un conflit entre le gouvernement et la Présidence de la République, conduisant à une nouvelle faille dans le bloc étatique, ce qui permet de le qualifier de « coup d'état », car les unités militaires se virent obligées à choisir entre rester fidèles au Président de la République et réprimer les contre-manifestants ou suivre les consignes du MFA et se joindre à ces derniers. La majeure partie des forces opérationnelles qui agirent rejoignirent les piquets, tandis que celles qui demeurèrent fidèles au Président de la République, comme la *Guarda nacional republicana*, restèrent dans l'indécision. Elles furent neutralisées dans certains cas par ces mêmes mobilisations populaires, qui en vinrent à prendre d'assaut quelques-uns de leurs postes dans la ceinture industrielle de Lisbonne⁹.

La mobilisation contre la « Majorité silencieuse », en plus de permettre au général Costa Gomes d'accéder à la Présidence de la République et de donner un plus grand rôle politique au MFA dans les gouvernements provisoires, au détriment des partis de la coalition – PS, PCP, Parti populaire démocratique (PPD) et MDP –, fut le premier affrontement qui démontra les possibilités de coordination insurrectionnelle des organisations civiles, déposant entre les mains du PCP et de l'Intersyndicale un nouveau levier de pression. En outre, les groupes d'extrême-gauche, spécialement ceux d'obédience maoïste, profitèrent de l'occasion offerte par la confusion politique et le désarmement de la police pour diriger l'assaut et le pillage des sièges des partis les plus à droite dans le nouveau spectre politique (*Demócrata Cristão, Liberal et Federalista*), à Lisbonne, Setúbal et Porto.

Au cours des mois suivants, les partis politiques tinrent leurs premiers congrès légaux et de grands meetings à Lisbonne. Ces réunions étaient utilisées comme moyen symbolique pour mettre en scène le caractère massif de leur appui populaire. Cette tactique de communication devint fondamentale dans le contexte d'incertitude préélectorale, car comme l'a souligné Mário Soares, « les partis ne s'étaient pas mesurés dans le vote. Personne ne savait avec certitude ce qu'ils représentaient, s'ils n'avaient pas de force sur le terrain des luttes sociales »¹⁰.

9. A. SPÍNOLA, *País sem rumo. Contributo para a história de uma revolução*, Lisbonne, SCIRE, 1978 ; P. BRINCA & E. BAIA, *op. cit.*

10. M.J. AVILLES, *Soares, ditadura e revolução*, Lisbonne, Público, 1996.

En même temps, une autre bataille se menait pour la conquête physique et symbolique de la rue et la capacité à rassembler des foules. Dans l'Alentejo, l'Algarve, à Setúbal et Lisbonne, l'extrême-gauche – spécialement les maoïstes – s'attachait à intimider les partis « de droite », le Centre démocratique et social (CDS), le PPD, le Parti démocrate chrétien (PDC), dont de nombreux meetings et congrès étaient boycottés impunément par des contre-manifestations. Quelques affrontements, comme à Setúbal avec un meeting du PPD ou à Porto, avec le congrès du CDS provoquèrent des scènes de panique et des affrontements violents, avec un mort à Setúbal. Très rapidement, à Viana do Castelo, Braga, Bragança ou Vila Real, les partis de gauche, spécialement le MDP et le PCP, commencèrent aussi à être victimes d'attaques et de boycotts dans leurs actions de propagande, situation qui se prolongea durant la campagne électorale. Les affrontements ne manquèrent pas non plus entre les militants de divers partis qui se rencontraient la nuit pour coller des affiches et qui s'accusaient mutuellement de destruction de propagande. Au cours d'un de ces affrontements, à Marinha Grande, un militant du Mouvement de réorganisation du parti du prolétariat (MRPP, maoïste), une formation entraînée qui harcelait constamment le PCP « social-fasciste », trouva la mort.

Le 11 mars 1975, eut lieu une nouvelle tentative de coup d'État de la part des partisans de Spínola et là, la mobilisation populaire joua de nouveau un rôle important, avec des centaines de civils s'interposant entre troupes attaquantes et attaquées. Au cours de l'après-midi de ce même jour, et selon le chemin déjà tracé, tous les partis de la coalition du gouvernement participèrent aux manifestations, se réjouissant que le putsch ait avorté et que l'Assemblée du MFA ait décrété la nationalisation de la banque, de l'industrie liée au capital bancaire, et affirmé que l'on était en route vers le socialisme. Malgré cette apparente unanimité, il y eut de nombreux conflits entre groupes de manifestants, car les sympathisants du PCP ne croyaient pas à la sincérité de ceux qui participaient aux manifestations avec des pancartes du PPD.

Des élections à l'anticommunisme

Les élections furent un immense succès en termes de participation populaire (91 %) et introduisirent une nouvelle variable indépendante dans l'échiquier politique. En principe, l'audience de chaque parti ne serait plus désormais indiquée par sa capacité de mobilisation dans la rue, mais par les résultats obtenus dans les urnes.

Dans cette conjoncture, un grand débat commença autour de l'interprétation des résultats électoraux. Les partis (MDP, PCP et FSP) qui étaient la référence principale du secteur « *gonçalviste* » ou « radical » du MFA, alors dominant, obtinrent une représentation générale faible, même si leurs résultats furent bons dans les ceintures industrielles de Lisbonne et Porto et dans le Sud des grandes propriétés foncières. Le vainqueur fut le PS, qui obtint une franche majorité et une implantation nationale homogène, tandis que le PPD devint la seconde force nationale et le principal parti du Nord des petites propriétés foncières, région dans laquelle le CDS – le parti le plus

conservateur avec assise parlementaire - obtenait aussi une bonne représentation.

Tab. II. — RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES DE 1975 (PARTIS PRINCIPAUX)

<i>Partis</i>	<i>Résultats</i>	
	%	Sièges
Parti socialiste (PS)	37	115
Parti populaire démocratique (PPD)	26	80
Parti communiste portugais (PCP)	13	30
Centre démocratique et social (CDS)	08	16
Mouvement démocratique portugais (MDP)	04	5
Front socialiste populaire (FSP)	01	0
Union démocratique populaire (UDP)	8	1
<i>Votes blancs et nuls</i>	0	
<i>Participation</i>	91	

La lecture de ces résultats fut diversifiée : pour les *gonçalvistes* et leurs alliés (PCP, MDP), la majorité avait voté pour un projet « socialiste », raison pour laquelle il fallait « continuer la marche vers le socialisme », même sans le consentement du parti qui l'avait présenté (le PS). Pour défendre cette affirmation, on avançait que la base du parti était plus à gauche que ses dirigeants et qu'elle appuierait le MFA s'il en venait à s'affronter au parti. Ils expliquaient en outre les résultats dans le Nord comme le fruit de l'obscurantisme auquel, d'après eux, les caciques et les curés « réactionnaires » soumettaient les petits agriculteurs analphabètes. Avec ces déclarations, ils essayaient de dévaloriser ce vote, argumentant que « bien que les élections se soient réalisées librement, elles ne sont pas libres [...] en raison de la situation sociale, économique et politique »¹¹.

Le PS et le PPD n'acceptèrent pas cette interprétation et, en tant que vainqueurs des élections, misèrent sur le fait que leur mandat électoral leur permettrait de contrôler le gouvernement et de s'assurer que les travaux de l'Assemblée constituante seraient respectés par le MFA. Dans son choix politique, le peuple portugais, non seulement avait voté pour le socialisme, mais aussi pour la démocratie, dont l'implantation de fait devait être la tâche principale.

Comme leurs réclamations ne furent pas écoutées, l'unité des partis avec le MFA se disloqua, alors qu'elle avait été jusqu'à présent maintenue au-delà des différences d'orientation politique. Pour la première fois, le MFA et le gouvernement provisoire se retrouvaient face à ce mouvement d'opposition « anticommuniste ». Celui-ci comprenait les deux principaux partis, les élites déchues de la dictature, les militaires conservateurs et modérés et la hiérarchie de l'église catholique, qui depuis janvier 1975 avait commencé à critiquer certaines initiatives politiques du gouvernement et du MFA¹². La querelle pour la prédominance d'une interprétation des résultats électoraux

11. R. CORREIA *et al.*, *MFA e luta de classes*, Lisbonne, Ulmeiro, 1976.

12. I. REZOLA, « A igreja », in J. Medeiros FERREIRA, *Portugal em Transe*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1992.

se transforma rapidement en une course pour l'appropriation de la capacité de mobilisation populaire. Les cérémonies du 1^{er} mai, où le PS et le PCP se disputèrent le rôle principal, furent le point de départ pour les huit mois suivants d'un véritable duel à coups de manifestations, et de l'entrée en scène d'une nouvelle phase de violence politique.

Avec la violence anticommuniste, la violence politique changea d'acteurs, même si l'assaut de masse, la forme la plus spectaculaire utilisée contre la droite, devenait maintenant une arme pour exprimer le refus de l'influence du PCP. Dans le Nord du Portugal, le plus conservateur, plus de soixante sièges de ce parti, de syndicats et d'autres partis de la gauche révolutionnaire, furent assiégés et pris d'assaut par des groupes consistants ; une cinquantaine d'autres furent l'objet de pillages nocturnes, d'incendies provoqués et, surtout à partir de septembre, d'attaques à la bombe. Durant les assauts, la foule pouvait atteindre jusqu'à plus de 3 000 personnes, et on assista à de durs sièges de plusieurs heures et à des affrontements à coups de feu avec des militants communistes qui prétendaient résister. Face à la passivité de la police et des unités militaires du Nord, les assauts victorieux signifiaient prendre le siège et jeter par la fenêtre les documents, la propagande et le mobilier qui s'y trouvaient. Pour terminer l'action, on descendait du mât le drapeau rouge avec la faucille et le marteau et finalement, on fêtait l'exploit avec une destruction purificatrice par le feu de tout le matériel « communiste ». Cette activité s'accompagna de la constitution de piquets qui surveillaient les entrées des militants communistes et qui brûlaient la presse de la « commune de Lisbonne », dans une série d'actions qui permirent de créer de « véritables zones de pouvoir réactionnaire » [sic]¹³ auxquelles les ramifications du pouvoir de Lisbonne ne pouvaient parvenir.

Dans les archipels des Açores et de Madère, où le vote conservateur fut aussi majoritaire, la contestation anticommuniste ne s'acharna pas seulement sur les sièges du PCP, mais prit aussi la forme d'une menace sécessionniste, les militants de ce parti et du MDP qui s'étaient chargés de la gestion provisoire de l'administration publique devant partir des îles sous des menaces de mort. Au Trás-os-Montes, l'un des principaux dirigeants du MDP et opposant connu à la dictature depuis la décennie des années 1960, le Dr Otilio Figueiredo, fut roué de coups dans les rues de Bragança.

Au début d'août, le MFA radical essaya de récupérer le contrôle de la situation et, ainsi que le préconisait l'intelligence militaire (SDCI), envoya à Braga ses troupes les plus sûres, les Fusillers marins, pour protéger le PCP. Cependant, le MFA et le gouvernement provisoire, sous les accusations de « tirer contre le peuple », se montrèrent incapables d'assumer le coût politique qu'impliquait une action répressive d'envergure. Ces troupes furent retirées après avoir tiré des rafales de mitrailleuse en l'air pour

13. *Relatório SDCI*, octobre 1975. Le SDCI (Service de direction et coordination de l'information) fut le service d'intelligence militaire du MFA et rédigeait un bulletin hebdomadaire de la situation politique et militaire. Il y a une série presque complète dans l'*Arquivo do Conselho da Revolução - Arquivo Nacional da Torre do Tombo* (ACR-ANTT). Cette évaluation coïncide avec celle du gouverneur civil de Bragança qui considérait que, dans son district, le PCP avait été obligé de rentrer dans la clandestinité (cf. *Mensageiro de Bragança*, 21 novembre 1975).

repousser les manifestants anticommunistes et, selon des sources proches de ces manifestants, avoir causé deux morts¹⁴.

De la même façon, l'Église catholique se mobilisait contre la « communication » [sic] du gouvernement et organisait aussi des manifestations, à Aveiro, Bragança, Braga, Guarda, Coimbra, Leiria et Vila Real, avec une participation jamais vue auparavant (manifestation du 1^{er} mai 1974 comprise). Ces manifestations récupéraient une prédisposition à la mobilisation qui avait déjà été remarquée au cours de l'énorme pèlerinage à Fátima au cours du mois de mai de cette année, et se terminaient souvent par la mobilisation d'une partie des manifestants pour prendre d'assaut les sièges communistes.

En guise de réponse, le PCP organisa d'autres manifestations d'appui au secteur radical du MFA et au Premier ministre, le colonel Vasco Gonçalves. Il parvint à la même capacité de mobilisation que le PS dans la communauté urbaine de Lisbonne et dans le Sud, mais pas dans le Centre et le Nord du pays. En outre, le PCP prit des risques en essayant de répéter contre le PS les contre-manifestations et les piquets qu'il avait utilisés contre Spínola, dénonçant la grande manifestation de Lisbonne comme une « marche » qui masquait des mouvements putschistes. Cependant, cette fois le PCP ne put compter ni sur l'appui massif du MFA ni non plus, surtout à Porto, sur la réponse enthousiaste de sa base. C'est ainsi que, quelques jours plus tard, la direction du PCP fut forcée de reconnaître que les unités militaires de la Région militaire Nord, non seulement ne lui étaient pas favorables, mais qu'elles n'étaient pas non plus disposées à garantir la sécurité de ses meetings. À la suite des violents affrontements d'Alcobaça avec les contre-manifestants anticommunistes (16 août 1975), le PCP dut annuler le meeting prévu pour le 20 août dans la ville de Porto.

La menace de guerre civile

En septembre, avec le remplacement de Vasco Gonçalves par Pinheiro de Azevedo, la coalition modérée arriva à dominer le VI^e Gouvernement et le Conseil de la Révolution, mais elle se trouva face au fait que, Vasco Gonçalves une fois évincé, les organisations syndicales proches du PCP rejoignirent la campagne de mobilisation et de déstabilisation orchestrée par l'extrême-gauche avec l'appui de nombreuses organisations de base, quelques unités militaires et une bonne partie de la presse de Lisbonne. Au cours de cette campagne, les comités SUV « Soldats unis vaincront » eurent un rôle spécifique. Cette organisation clandestine cherchait à éviter, par l'indiscipline dans les garnisons, que l'armée puisse être utilisée comme instrument « contre-révolutionnaire ».

De leur côté, les activistes anticommunistes qui avaient pris du métier au cours des assauts de l'été 1975 essayaient de nouvelles formes d'action. Quelques-uns, financés par des chefs d'entreprise du Nord du pays, formèrent une structure clandestine destinée à maintenir la pression sur le

14. D. Palacios CEREZALES, « Um caso de violência política. O verão quente de 1975 », *Análise social* (Lisbonne), 165.

PCP en posant des bombes aux sièges du parti, maisons et voitures particulières de militants. Leur activité se prolongea et s'accrut durant l'année 1976. D'autres restèrent dans le domaine de l'action publique, en participant à la résistance à la Réforme agraire symbolisée par les barrages du CAP (Confédération des agriculteurs portugais) sur les routes à Rio Maior, la localité qui marquait la frontière entre le « Nord » conservateur et le « Sud » révolutionnaire. Ils se préparaient en outre à agir de manière concertée au cas où le gouvernement provisoire tomberait de nouveau entre les mains des fractions radicales du MFA. Paradela de Abreu, l'un des militants anticommunistes les plus actifs, affirme même qu'une insurrection populaire était prévue¹⁵.

Face à ces événements et à la « menace de la réaction », le PCP et le PRP (Parti révolutionnaire du prolétariat) continuèrent l'implantation de structures de travailleurs armés. En s'appuyant sur l'importance qu'avaient eue les Commissions de travailleurs dans les mobilisations contre les coups d'État spinoïstes, le PCP avait soutenu plusieurs fois auprès du MFA la nécessité d'entraîner et d'armer des CDR (Comités de défense de la révolution), formés de militants du parti. De son côté, le PRP, une organisation expérimentée dans la lutte armée de par ses liens intimes avec les Brigades révolutionnaires et avec de bons contacts dans certains cercles militaires (le COPCON spécialement), mit sur pied les « conseils révolutionnaires » (CR). À la différence des CDR, ces CR étaient élus par les assemblées plénières des centres de travail où le PRP était implanté et, si l'assemblée plénière le décidait, ils recevaient des armes de guerre dérobées dans les dépôts de l'armée par le célèbre capitaine Fernandes. La tâche de ces milices devait être la vigilance politique et la défense des « conquêtes de la Révolution ». La tension entre la mythification de ces épisodes et leur dissimulation à cause des problèmes juridiques qu'ils entraînaient par la suite, rend très difficile l'évaluation du nombre de CDR et de CR réellement armés, mais ils furent visibles dans la ceinture industrielle de Lisbonne, la zone de Setúbal, quelques municipalités de l'Alentejo, Marinha Grande et Viana do Castelo¹⁶.

Devant les premiers signes de l'organisation armée du PCP, le PS se prépara aussi à l'affrontement. Ainsi Mário Soares, au cours d'une discussion au Conseil de la Révolution où le sujet fut mis en débat, affirma qu'il n'avait pas « peur de résoudre le problème de notre intégrité, nous sommes plus nombreux, nous nous organisons et nous lançons des expéditions de représailles » et un autre dirigeant, Salgado Zenha soutint que « si on accepte la constitution de milices armées au Portugal, nous formerons la nôtre »¹⁷. Au cours d'un épisode controversé dont l'organisation du parti ne voulut pas prendre la responsabilité, un militant du Parti socialiste, Edmundo Pedro, organisa la distribution d'armes de guerre parmi les militants du parti, face à l'éventualité d'une guerre civile contre les communistes¹⁸. Le PPD, de son côté, avait fait annoncer par son secrétaire général, Emídio Guerreiro, qu'il disposait de 50 000 hommes armés et, en

15. Paradela de ABREU, *Do 26 de Abril ao 25 de Novembro. Memória dum tempo perdido*, Lisbonne, Intervenção, 1984.

16. M. LISI, *O PCP e o processo de mobilização entre 1974 e 1976*, Lisbonne, ISCTE, 2003, multigr.

17. *Actas do Conselho da Revolução*, 1, Lisbonne, ACR-ANTT, 23 mai [1975].

18. E. PEDRO, « Dossier 25 de Novembro », *Público*, 28 novembre 2000.

novembre, Freitas de Amaral – secrétaire général du CDS – affirmait au cours des meetings que

« le PC veut dominer le pays pour le remettre à l'URSS, nous devons rester vigilants car il est possible que sous peu nous ayons notre mot à dire [...] et que nous devons défendre dans la rue ce que dans la rue on veut nous prendre »¹⁹.

Avec ces composantes et « évaluant la lutte armée », un journal catholique analysait ainsi la « géopolitique de la nation » *[sic]* :

« [...] dans le Nord, des groupes de patriotes, croyants et anti-impérialistes unis à leurs militaires et désireux d'en découdre [...] dans le Sud, des prolétaires déracinés, d'obédience moscovite, dans une vague alliance avec des militaires en pleine anarchie [...] le Nord est décidé et fortement peuplé [...] son esprit sera celui d'une croisade [en outre]le nord est grand, il commence à Rio Maior [...] le sud n'arrive même pas jusqu'à l'Algarve [...] unissons-nous dans la prière : que Dieu aide les meilleurs, que Dieu nous aide »²⁰.

En outre, à partir d'octobre 1975, le PS et le PPD commencèrent une nouvelle campagne plébiscitaire massive de soutien au VI^e gouvernement provisoire et la nouvelle consigne scandée par des milliers de voix, « De la discipline, de la discipline ! », domina désormais dans ses manifestations. Quelques jours plus tard, alors que la rumeur d'un putsch militaire d'extrême-gauche se répandait, le PS et le PPD mirent à l'épreuve la mobilisation de leurs bases en bloquant les routes, « afin de collaborer avec la police dans une opération *stop* »²¹.

Ainsi, durant l'été et l'automne 1975, l'arrière-plan des manifestations et de la violence politique était surchauffé par une menace très claire : la guerre civile. L'imminence d'une guerre civile était fréquemment évoquée durant ces mois et paraissait aller en augmentant de par la polarisation nord-sud des mobilisations. Et, surtout, elle devint le spectre dont les anti-communistes menaçaient le MFA s'il ne respectait pas le poids électoral des principaux partis.

La récupération de la capacité coercitive de l'État

De leur côté, pour obtenir les instruments avec lesquels exercer son autorité, le VI^e gouvernement provisoire et les modérés du MFA donnèrent des garanties pour récupérer la confiance des agents de police, qui étaient quasiment inactifs depuis plus d'un an et démoralisés. Pour cela, ils nommèrent de nouveaux commandants, leur donnèrent, de nouveau, des missions d'ordre public et les dotèrent de matériel lourd, de guerre – le célèbre fusil automatique G3 – dans un geste de confiance et de soutien autant matériel que symbolique. En outre, ils les intégrèrent dans l'AMI (regroupement militaire d'intervention), une structure de commandement où se trouvaient les régiments de troupes spéciales et professionnelles, c'est-à-dire, les plus fortement imprégnés de l'esprit militaire et, par là même, les

19. *Mensagem de Bragança*, 21 novembre 1975.

20. *Mensagem de Bragança*, octobre 1975.

21. *Portugal Socialista*, 3 octobre 1975.

moins susceptibles de connaître l'indiscipline des SUV ou de fraterniser avec les mutins. À l'aide de cette structure, le Conseil de la Révolution fit dynamiter Radio Renascença, une station de radio propriété de l'Église que les travailleurs avaient occupée, la transformant en une radio « au service de la classe ouvrière ». Depuis cette radio, on avait appelé, par exemple, au pillage de l'Ambassade d'Espagne pour protester contre ce qui allait devenir les dernières exécutions du franquisme. Les Brigades révolutionnaires du PRP répondirent à cette attaque à la bombe par plusieurs grenades lancées contre des commissariats de police et, par erreur, contre le cabinet de l'amiral Rosa Coutinho, un des défenseurs de l'option révolutionnaire au sein du MFA²².

Même si le VI^e gouvernement provisoire affirmait qu'il cherchait à rendre son autorité à la police, il n'obtenait pas pour autant qu'elle agisse de façon déterminée et efficace. Tout du moins, pas dans l'agglomération de Lisbonne, ni dans l'Alentejo ni dans l'Algarve, car l'autonomie des centres de pouvoir militaires radicalisés était encore forte, comme les fractures dans le MFA, l'indécision du président de la République (Costa Gomes), ainsi que le manque d'assurance quant à la fermeté de la protection politique que la police obtiendrait dans des circonstances délicates. Pour que la police retrouve confiance, les promesses gouvernementales ne suffisaient pas, car elle avait besoin d'être assurée de la fermeté de ses engagements, ce qui imposait des actes. Comme pour le cas de la répression de l'anti-communisme au cours de l'été 1975²³, la capacité et les actions des policiers au service du VI^e gouvernement provisoire furent en fonction de la structuration locale des pouvoirs politiques. Ainsi, la Police de sécurité publique (PSP) de Lisbonne refusa plusieurs fois d'obéir aux ordres du gouvernement. Par exemple, entre octobre et novembre 1975, elle ne vint pas réprimer les barrages routiers et d'éléments du *Movimento dos deficientes das forças armadas* (Mouvement des des invalides des forces armées), ni empêcher l'assaut de l'Ambassade d'Espagne par des groupes maoïstes (« protégés » par la police militaire) et ne dispersa pas non plus les manifestants de travailleurs de la construction qui séquestraient l'Assemblée constituante²⁴. À Faro, l'inaction de la police et la complicité de l'Infanterie obligèrent les habitants mobilisés par le Parti socialiste à se charger de l'expulsion des comités de quartier et des sympathisants de l'extrême-gauche occupant le siège du gouvernement civil en protestation contre le remplacement du gouverneur, militant du MDP.

En revanche, à Porto, après le remplacement du radical Corvacho par le conservateur Pires Veloso au commandement de la Région militaire, l'épuration de la gauche au Conseil municipal, la démobilisation des unités militaires radicales après l'affaire CICAP/RASP²⁵ et la démonstration de l'active hégémonie de la coalition anticommuniste, la PSP trouva un champ politique qui reconnaissait la légitimité de ses interventions, raison pour laquelle elle retrouva rapidement sa capacité à agir. Ainsi, contrairement à

22. C. ANTUNES, *Histórias do PREC*, CD-Audio, 2v. TSF-Diário de Notícias, Lisbonne, 2000.

23. D. Palacios CEREZALES, *op. cit.*

24. J. Gomes MOTA, *A Resistência. Subsídios para a compreensão do Verão quente de 1975*, Lisbonne, Expresso, 1976 ; L. Pereira GIL, *Novembro 25, anatomia dum golpe*, Lisbonne, Editus, 1976.

25. CICAP/RASP : Centro de instrução de condução auto do Porto/Regimento de artilharia da Serra do pilar, où eut lieu un autre exemple d'affrontement physique entre militants d'extrême-gauche et du PPD).

ce qui s'était passé en janvier 1975 - lors du violent boycott du congrès du CDS -, à partir d'octobre, la PSP fit preuve d'une force suffisante pour éviter les contre-manifestations de l'extrême-gauche²⁶ et intervint plusieurs fois avec une remarquable fermeté, forçant par exemple les activistes qui avaient occupé les locaux de la municipalité pour protester contre la fermeture du Conseil Municipal où ils étaient représentés, à quitter les lieux.

Le 25 Novembre et le retour à la normalité politique

Lorsque le processus putschiste du 25 Novembre commença, le rapport de force était clairement défini et les militaires radicaux de Lisbonne, bien que sachant qu'ils pouvaient occuper militairement la capitale, mesuraient la pugnacité de la mobilisation anticommuniste qui leur faisait face et savaient que le contrôle de la capitale ne signifiait pas la capacité de gouverner le reste du pays, et que cela pouvait mener à une guerre civile. Les foules engagées et mobilisées pour un pouvoir populaire avaient face à elles d'autres foules tout aussi déterminées à s'y opposer. Le fait de ne pas respecter le mandat électoral signifiait engager le pays dans une guerre civile et cette menace n'était pas seulement des paroles en l'air, mais était confirmée par les images de foules affirmant leur refus du PCP et du MFA gonçalviste et par la fermeté démontrée par les militants qui s'étaient impliqués dans des actions de violence politique.

Si l'on analyse quelques aspects de la victoire des modérés du MFA le 25 Novembre, nous pouvons remarquer qu'il n'y eut pas de persécutions contre les civils et que la « répression » contre les militaires « progressistes » ne dépassa pas une bonne centaine de prisonniers qui furent libérés peu à peu. De par sa relative douceur, le 25 Novembre, en même temps qu'il réduisait ses adversaires, leur permit de se recomposer, sortie digne qui ne les obligeait pas à combattre et qui permit de ne pas déclencher le plan d'armer massivement les travailleurs encadrés de la ceinture industrielle de Lisbonne. Comme le remarque Schelling dans son analyse des alternatives dans les cas d'affrontement :

« si tu te trouves face à un loup, il vaut mieux que ce ne soit pas dans une grotte dont tu as bloqué toutes les issues [...] afin que les menaces contre l'ennemi soient dissuasives, il faut lui offrir des options viables ».

À la suite du 25 Novembre, le savoir-faire militaire reprit le dessus et les chefs de l'État-Major, sous les ordres du général Ramalho Eanes, se consacrèrent à la reprofessionnalisation des forces armées, démantelant partiellement les structures de hiérarchies parallèles et donnant leur accord pour commencer une réorganisation des forces armées qui rétabliraient la cohésion du commandement, la hiérarchie et la discipline traditionnelles. On entreprit en outre une éviction des officiers radicaux et on démobilisa les soldats des unités militaires indisciplinées. Le domaine de l'ordre public fut assigné au régiment des commandos et à d'autres unités militaires de la Région militaire du Nord, les assurant de la protection politique pour les décisions qu'ils auraient à prendre lors de l'exécution de ces missions. La mort de trois manifestants d'extrême-gauche lors de protestations devant les

26. D. Freitas do AMARAL, *O Antigo regime e a revolução*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1995.

prisons de Custóias et de Caxias, le 1^{er} janvier 1976²⁷ ne déclencha pas la recherche des coupables, ce qui démontra la cohérence de la nouvelle intégration institutionnelle et, sachant que « *patterns of action speak louder than voice* »²⁸, signifia un nouveau degré dans la répression que l'État était prêt à employer face aux actions collectives en marge de la légalité.

Dès mars 1976 fut créé le Corps d'intervention, la nouvelle unité anti-émeutes de la PSP, grâce à laquelle les militaires purent céder la responsabilité de l'ordre public. De cette façon, et délaissant les théorisations opposant répression policière et démocratisation du régime, les dirigeants portugais apprenaient à distinguer le rôle particulier de la violence organisée dans un État et l'intérêt de compter sur un corps spécialisé pour l'appliquer de façon nette mais finalement sans verser de sang.

Au cours de 1976 le terrorisme du « réseau des poseurs de bombes », continua son activité, et, sans compter les nombreux explosifs contre des locaux et des militants du PCP, assassina le Padre Max, un célèbre curé progressiste et une femme qui l'accompagnait. Entre mai 1975 et avril 1976, le PCP dénonça 214 attaques contre des militants, des sièges et des véhicules que l'on peut attribuer à ces groupes d'extrême-droite²⁹. D'autre part, les organisations civiles armées furent dissoutes et l'armée parvint à récupérer une partie des armes dispersées – le reste doit continuer à moisir dans divers dépôts clandestins. Le dernier noyau de violence politique du PREC, les FP-25 (Forces populaires 25 Avril), fut actif au début des années 1980, et encadra une poignée de militants d'extrême-gauche qui, renouant des liens avec les groupes armés de la phase finale de la dictature, se lancèrent dans le terrorisme urbain, suite à la désillusion causée par la décrue de la mobilisation populaire³⁰.

* * *

La transition portugaise de la dictature à la démocratie a envisagé l'usage et la menace de la violence politique et, effectivement, son rôle fut déterminant pour le résultat du processus. D'une part, la faiblesse des appareils d'État permit la mobilisation populaire et la pratique de la violence politique. D'autre part et de manière paradoxale, la violence politique anticommuniste fut une arme décisive dans le combat pour imposer au secteur radical du MFA la validité des résultats des élections. On ne peut savoir ce qui aurait pu se passer si les uns, les autres ou tous les acteurs avaient renoncé à utiliser la violence, mais ce qui est sûr, c'est que dans ce cas, les événements auraient été différents ou tout du moins, les rythmes de la transition n'auraient pas été les mêmes. La mobilisation pacifique sous forme de manifestations fut importante pour faire la démonstration publique des préférences politiques des citoyens les plus engagés, mais la

27. B. de Sousa SANTOS, M. CRUZEIRO & N. COIMBRA, *O Pulsar da Revolução*, Porto, Afrontamento, 1995.

28. T.C. SCHELLING, *The Strategy of Conflict*, Oxford, Oxford University Press, 1963.

29. *Avante ! Dossier Terrorismo*, Lisbonne, Edições Avante, 1978.

30. Cf. M-R. SOUSA, *A guerrilha no asfalto. As FP25 e o tempo português*, Coimbra, Fora de Texto, 1992.

violence, spécialement celle qui s'utilisa collectivement, créa un nouveau champ politique et exigea le réajustement des appareils de l'État.

Comment ? Les assauts aux sièges du PCP obligèrent le gouvernement de Vasco Gonçalves à prendre une décision politiquement difficile : établir un système de répression militaire dans le Centre et dans le Nord du pays pour protéger ses alliés politiques et les autorités administratives (gouverneurs civils, autorités municipales, etc.), dans le cas d'une escalade de la contestation. Cette décision, non seulement imposait des coûts symboliques lourds et permettait au PS et au PPD de brandir les marques d'une nouvelle dictature, mais de plus mettait à l'épreuve l'autorité même du gouvernement. Elle obligeait les hiérarchies militaires de province à prendre position et à décider entre deux options tout aussi difficiles : soit obéir aux consignes de maintien de l'ordre public (ce qui, en termes techniques militaires, signifiait tirer sur des manifestants violents déterminés à prendre d'assaut les locaux du parti), soit se soulever et refuser d'obéir à un gouvernement et à une hiérarchie militaire qui, par ailleurs, ne respectaient pas les résultats des élections. Le soulèvement fut général dans les unités du Centre et du Nord du pays, avec des officiers exprimant publiquement qu'ils se désolidarisaient de la hiérarchie gonçalviste. Cela permit d'établir une carte des rapports de force militaires et, avec le pari des *leaders* des partis majoritaires et la preuve de la détermination de dizaines de milliers de gens manifestant dans la rue, d'envoyer un message au secteur radical du MFA : il ne pourrait poursuivre son projet sans déclencher une guerre civile. Un tel risque était trop grand et ce secteur préféra renoncer au pouvoir plutôt que de l'assumer, permettant finalement que le processus révolutionnaire se convertisse en une transition à la démocratie.

Diego PALACIOS CEREZALES
Universidad Complutense de Madrid

[Traduit de l'espagnol par Marie-Estripeaut-Bourjac, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3 ; révision de Michel Cahen].
